

## **Métropole de Lyon : la situation des mineurs non-accompagnés fait monter le débat dans les tours**

[David GOSSART](#) - 27 septembre 2022

Une délibération sur l'accueil et l'intégration des primo-arrivants et plus largement le sort des migrants et mineurs non-accompagnés a fait grimper la tension de plusieurs niveaux au Grand Lyon.



La Métropole de Lyon. © David Gossart

Le sort des mineurs non-accompagnés dans la Métropole de Lyon a été l'objet de discussions tendues, ce mardi 27 septembre. La cause du courroux : une délibération sur l'accueil des primo-arrivants, l'hébergement d'urgence et la lutte contre le sans-abrisme. En parallèle une réunion va être organisée le 30 septembre prochain sur le sujet avec un rendu des premiers éléments d'un audit sur les mineurs non-accompagnés, et l'existence d'un groupe de travail en la matière, auquel les groupes politiques de Louis Pelaez (Métropole en commun) et David Kimelfeld (Progressistes) regrettaient de ne pas participer.

Lucie Vacher, vice-présidente Enfance, famille et jeunesse à la Métropole, a allumé les courroux en glissant que *« le groupe de travail en question avait été créé en début de mandat avec les personnes qui s'étaient montré intéressées et il se trouvait que c'était plus particulièrement les groupes de la majorité. Mais je ne suis pas contre le fait de l'ouvrir plus largement... »*

**« Vous voulez caricaturer les oppositions ? »**

La possibilité de participer avait été pourtant ouverte à tous les groupes à l'occasion d'une commission permanente en début de mandat, *« et il se trouve que ce sont surtout les groupes de la majorité qui se sont manifestés »*, a décrit Lucie Vacher. Une remarque pas très bien

accueillie par l'ancien président de la Métropole David Kimelfeld, impliqué sur ces dossiers lors de sa présence dans l'exécutif pendant des mandats précédents.

Lire aussi sur Tribune de Lyon : [« Des enfants livrés à eux-mêmes » : des élus et un collectif alertent sur la situation de mineurs non accompagnés à la Croix-Rousse](#)

Il en perdait même progressivement son ton oscillant habituellement entre le patelin et le taquin, pour atteindre le franchement colère. « *J'étais un de ceux qui avaient demandé cet audit, car il y a de plus en plus de jeunes déboutés par la Justice. J'ai une "petite" pratique de ce sujet, je pense pouvoir apporter ma petite pierre* », a argumenté David Kimelfeld.

« *Quel est votre objectif ? Vous voulez caricaturer les oppositions dans un paquet commun comme opposées aux mesures sur les mineurs non-accompagnés ? J'avais demandé au président Bruno Bernard en début de mandat d'être associé. Si vous voulez convaincre, essayez d'associer le plus largement. Excusez mon courroux et ma colère...* », a-t-il ajouté.

**« On est ravis que vous vous intéressiez autant au social »**

Louis Pelaez (Inventer la Métropole de demain) parlait lui aussi de « *courroux. C'est assez inacceptable, on veut bien recevoir plein de leçons, mais il faut être respectueux des groupes* », l' élu exigeant à recevoir les éléments de l'audit au plus vite.

C'est moment choisi par l' élu de la majorité Benjamin Badouard pour ajouter une dose de sarcasme. « *On est ravis de voir que vous vous intéressiez autant au social, on sera ravis que vous votiez le reste des délibérations comme le Bail réel solidaire. On sera ravis de travailler avec vous et notamment avec M. Rantonnet sur la question des immigrés et autre réfugiés dans son hôpital Charial* ».

Il avait beau dans la foulée saluer avec sincérité les avancées de David Kimelfeld sur ces dossiers lors de sa présidence métropolitaine, le mal était fait : la référence au devenir de l'hôpital Charial a été celle de trop. Elle faisait allusion à l'irritation de l'opposition de Francheville envers son maire, accusé de bloquer le projet des Grandes Voisines dont l'un des objectifs vise à l'inclusion notamment de migrants, justement.

**« Ce qui vient d'être dit est honteux »**

« *Ce qui vient d'être dit est honteux* », s'étranglait Chantal Crespy (Rassemblement de la droite, du centre et de la société civile). « *Je tiens à votre disposition les photos des bancs de l'exécutif vides en commission action sociale. Qui est présent ? Notre groupe. Commencez par balayer devant votre porte !* » Quand Catherine Panassier posait peu après, avant d'enchaîner sur un autre sujet. « *C'est un peu dur de parler quand on vient de se faire insulter après 40 ans de vie publique* »...

Gilles Gascon, enfin, le maire LR de Saint-Priest, clôturait plus tard la séquence en paraphrasant Valéry Giscard d'Estaing : « *la majorité n'a pas le monopole du social dans cette assemblée. Quand vous parlez de mineurs non-accompagnés, nous avons, nous aussi, des familles non-accompagnées avec des enfants et des nourrissons. En tant qu' élu, et je sais que sur les bancs de cette assemblée il y a beaucoup de maires et des élus qui gèrent au quotidien des calvaires et des situations qui sont inacceptables, je peux vous dire que nous n'avons pas de leçons à recevoir de ce côté-là*

